



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 18 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GENERALE DE POTERIES D'ALSACE

DIETRICHMATT
67430 Diemeringen

Références : 25-614_SP/AR
Code AIOT : 0006700032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 octobre 2025 dans l'établissement GENERALE DE POTERIES D'ALSACE implanté DIETRICHMATT à Diemeringen (67430). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GENERALE DE POTERIES D'ALSACE
- DIETRICHMATT 67430 Diemeringen
- Code AIOT : 0006700032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Générale de Poteries d'Alsace (GPA) a été autorisée par arrêté préfectoral du 22 janvier 2001 à exploiter une installation de fabrication de poteries. La société a cessé ses activités depuis 2012. Le 26 avril 2016, Me Evelyne GALL-HENG a été nommée liquidateur judiciaire de la société par décision de justice.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Sans objet
2	Consultation sur l'usage futur	Code de l'environnement du 10/04/2010, article R.512-39-2	Sans objet
3	Compatibilité avec l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est mis en sécurité. L'usage futur retenu à l'issue de la consultation réglementaire est un usage de centrale photovoltaïque, ce qui correspond à un usage futur « autre usage » au titre de l'article D-556-1-A du Code de l'environnement.

L'analyse des risques résiduels réalisé conclut que l'état environnemental du site, correspondant aux parcelles Section 5, n° 47, n°48, n°51, n°90 à 100, n°226, n°233, n°234, n°243 à 246, n°275 et n°365 du cadastre de la commune de Diemeringen, est compatible avec un usage de centrale photovoltaïque.

Le site a été réhabilité. L'inspection propose d'acter la cessation d'activité au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce rapport vaut procès-verbal de récolement pour l'ancien site ICPE exploité par la société Générale de Poteries d'Alsace et localisé sur le territoire de la commune de Diemeringen, soient les parcelles Section 5, n° 47, n°48, n°51, n°90 à 100, n°226, n°233, n°234, n°243 à 246, n°275 et n°365 du cadastre de la commune de Diemeringen (67430)(voir annexe1). Ce rapport est établi sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction, il ne vaut pas quitus. La responsabilité de l'exploitant demeure entière en cas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier, des prescriptions visant à surveiller l'environnement autour du site pourront toujours être engagées à l'encontre de l'exploitant. Selon l'article R. 512-46-28 du code de l'environnement, «A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1.En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage. » Afin de conserver la mémoire de la pollution des sols, un secteur d'information sur les sols (SIS) au sens de l'article L. 125-6 sera proposé pour le site Générale de Poteries d'Alsace.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : (...) II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

<p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est clôturé. Les constats réalisés lors de la dernière visite d'inspection de novembre 2024 restent d'actualité:</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de déchets liés à l'activité de GPA, • absence de substances ou sources d'énergie potentiellement à l'origine d'incendie ou d'explosion, <p>La majorité des bâtiments a été démolie. Seul un hangar subsiste sur site.</p> <p>La mise en sécurité du site est maintenue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consultation sur l'usage futur

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2010, article R.512-39-2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Consultation sur l'usage futur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant/ propriétaire représenté par le liquidateur a consulté la mairie de Diemeringen sur l'usage futur du site GPA.</p> <p>L'exploitant propose la mise en place d'une centrale photovoltaïque, ce qui correspond à un usage futur « autre usage » au titre de l'article D-556-1-A du Code de l'environnement.</p> <p>Par courrier du 12 mars 2020, la mairie de Diemeringen a donné son accord pour cet usage futur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Compatibilité avec l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-3
Thème(s) : Autre, Compatibilité avec l'usage futur
Prescription contrôlée : <p>. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p>
Constats : <p>Le diagnostic environnemental du milieu souterrain (réf : CE3700376 / R1069257-01 daté du 22 décembre 2023 réalisé par le bureau d'études GINGER BURGEAP, fait état des investigations réalisées sur les sols. Dix prélèvements ont été réalisés dans la zone Sud du site (ancienne carrière). On trouve la présence d'hydrocarbures C10-C40 avec 2 prélèvements à 815 et 1710 mg/kg, la présence d'anomalies en plomb (max= 183 mg/kg) avec quelques dépassements du bruit de fond géochimique (50 mg/kg).</p> <p>Un diagnostic initial de la qualité de sols (réf: 50889108 VA daté du 15 juin 2012, par le bureau d'étude DEKRA) a été réalisé antérieurement sur la zone imperméabilisée où se trouvait les bâtiments aujourd'hui majoritairement démolis (Zone Nord).</p> <p>Ce diagnostic fait état de la présence des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Plomb (max=194 mg/kg),• Baryum (max=556 mg/kg),• Cuivre (max= 40 mg/kg),• Manganèse (max= 2410 mg/kg),• Mercure (max= 0,79 mg/kg),• Zinc (max= 113 mg/kg),• Arsenic (max= 33,9 mg/kg),• Hydrocarbures (max= 1240 mg/kg),• HAP (max= 24,6 mg/kg) <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une analyse des risques résiduels (réf CE60.P0590-R.01 ARR - v01 du 19 mai 2025 réalisée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP.</p> <p>Le scénario d'usage retenu prend en compte un usage de centrale photovoltaïque avec recouvrement de surface d'une partie du site et présence de travailleurs occasionnels, présents pendant 42 ans, 220 jours par an et 1 heures par jour en extérieur.</p> <p>Les scénarios d'exposition retenus sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Au droit des zones recouvertes</u><ul style="list-style-type: none">o L'inhalation de composés volatils issus du milieu souterrain;• <u>Au droit des zones non recouvertes,</u>

- o l'inhalation de composés volatils issus du milieu souterrain (ZNS ou ZS),
- o l'inhalation de poussières,
- o l'ingestion de sols et poussières contenant des polluants.

L'étude conclut que l'état environnemental du site, correspondant aux parcelles Section 5, n° 47, n°48, n°51, n°90 à 100, n°226, n°233, n°234, n°243 à 246, n°275, n°365 du cadastre de la commune de Diemeringen, est compatible avec un usage de centrale photovoltaïque.

Type de suites proposées : Sans suite